



Déclaration FSU au CTSD du 23 octobre 2012

Monsieur le Directeur des services académiques de l'Education Nationale,

La crise économique est définitivement installée dans la durée. Les plans sociaux, les licenciements, les reclassements se multiplient. Le chômage explose. La pauvreté se développe.

Cette violence sociétale atteint les élèves et les familles pour revenir par ricochet sur les établissements scolaires.

Non, Monsieur le DASEN, notre département n'est pas épargné !

Pour exemple, les faits récents en région dacquoise...

Pour la FSU, la réponse à cette violence relève d'un travail en équipe, associant l'ensemble des membres de la communauté éducative en leur donnant les moyens d'accomplir leurs missions dans la sérénité. Le recrutement des agents de prévention et de sécurité est une réponse purement sécurité avec des agents précaires qui ne peut nous satisfaire.

Dans ce cadre, à la suite d'une formation de début de carrière forte, il est essentiel d'avoir un plan de formation continue ambitieux. La FSU remet en question les trois heures d'allègement de service pour les professeurs stagiaires du second degré qui ne leur permettent pas d'appréhender dans les meilleures conditions les spécificités de leur métier. Nous ne reviendrons pas sur nos derniers propos concernant la formation initiale des professeurs des écoles stagiaires, déguisée en moyen de remplacement et sur les minces propositions pour la formation de tous les collègues tout au long de leur carrière.

Comme nous l'avons déjà évoqué au dernier CDEN, nous déplorons, pour le premier degré, que 18,50 postes n'aient pu être pourvus à la rentrée 2012, que la dotation d'urgence n'ait pu être à la hauteur des besoins du département et d'être une nouvelle fois oublié alors même que le Lot et Garonne bénéficierait d'INEAT supplémentaires.

Que compte faire l'administration pour améliorer la situation ?

Quant au second degré, si nous constatons l'ouverture de nouvelles divisions que les dépassements de seuil rendaient inévitables, nous regrettons que les moyens aient été attribués de façon incomplète. Egalement, la suppression des 26 ETP est tout aussi inacceptable dans un contexte où le remplacement est bancal.

Par ailleurs, Monsieur le DASEN, lors du dernier CDEN, vous vous réjouissiez de l'orientation des élèves sortis de troisième vers les secondes GT. Nous ne pouvons partager votre enthousiasme d'autant plus dans un contexte de crise déjà évoquée.

N'est-il pas paradoxal d'avoir un discours valorisant de la voie professionnelle (stage d'observation et présentation des métiers proposés aux élèves) et dans un même temps, d'inciter les chefs d'établissement à orienter les élèves vers les lycées généraux et technologiques au détriment de la voie professionnelle ?

Dans le compte rendu du groupe de travail santé à l'école dans le projet de loi sur la refondation de l'Ecole, il est prévu (comme pour les assistantes sociales) que les Infirmiers Diplômés d'Etat soient « reversés » dans un corps interministériel à gouvernance Agence Régional de Santé. Il est raisonnable de penser que leurs missions soient totalement refondées dans une direction santé publique. La FSU s'y oppose et demande à ce que la gouvernance des IDE reste à l'Education Nationale.

En tout état de cause, l'amélioration des conditions d'enseignement des élèves, telle que l'ambitionne le gouvernement, ne peut se réaliser que par une amélioration des conditions de travail des personnels et une revalorisation de ces derniers.

La FSU poursuivra son action pour obtenir les mesures nécessaires à un service public d'éducation à la hauteur des besoins et des exigences de notre société. Elle préfère être porteuse de critiques constructives aujourd'hui que d'assumer l'amertume des occasions manquées de demain.